

Document de travail¹
(Version originale : anglais)

Table ronde 3 : Renforcer la coopération internationale sur les questions émergentes en matière de migration et de mobilité

Table ronde, session 3.2 :

Partenariats entre le secteur privé et le gouvernement visant à soutenir la création d'emplois et l'entrepreneuriat des migrants/de la diaspora, et en particulier les petites et moyennes entreprises

Résultat attendu

L'objectif de la présente table ronde est d'identifier plusieurs options intéressantes de politiques et de programmes centrées sur le renforcement d'un cadre favorable aux entreprises et axé sur les migrants dans les pays d'origine et de destination, destiné aux entrepreneurs migrants/de la diaspora. L'accent sera mis sur les PME. Le présent document marque le début de l'examen des mesures que peuvent prendre les gouvernements des pays d'origine et de destination pour mobiliser le secteur privé, notamment le secteur bancaire, afin de mieux soutenir les projets viables des migrants/de la diaspora. Cette mobilisation comprend la stratégie des partenariats public-privé.

Introduction

C'est la première fois qu'une table ronde du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) est exclusivement axée sur la création d'emplois et l'entrepreneuriat en faveur des migrants/de la diaspora dans les pays d'origine et de destination, et en particulier sur les PME². À la suite de la récente rencontre des entreprises du GFMD sur les thèmes de la concurrence mondiale pour attirer les compétences et de la mobilité internationale des compétences, organisée conjointement par le gouvernement suisse et la présidence turque du FMMD les 15 et 16 mai 2015 à Istanbul, ce sujet a été mis au premier plan, ouvrant ainsi la voie à des interactions renforcées sur les politiques migratoires entre le secteur public et privé.

Aux fins de la présente table ronde, le terme « entrepreneuriat des migrants » fait référence aux entreprises détenues et/ou gérées par des migrants sans que ces derniers n'entretiennent nécessairement de lien avec leur pays d'origine. En revanche, la notion d'entrepreneuriat de la diaspora suppose souvent une activité transnationale d'entrepreneuriat entre un ou plusieurs pays de destination et d'origine. Les entrepreneurs de la diaspora sont des migrants ou des personnes d'origine étrangère. Les notions d'entrepreneuriat des migrants et de la diaspora tendent à se rejoindre lorsque l'entreprise détenue par un migrant dans le pays de destination entretient des liens commerciaux avec le pays d'origine. En outre, le sigle PME est utilisé pour désigner les entreprises relativement petites en termes de chiffres (employés, chiffre d'affaires, etc.)³.

Grâce à l'adoption des *Objectifs de développement durable*, qui réaffirment l'importance, entre autres, de l'entrepreneuriat et de la croissance des très petites, petites et moyennes entreprises, la présente table ronde offre l'occasion de relancer le débat sur l'entrepreneuriat des migrants/de la diaspora.

Sous-thème 1 : Partenariats public-privé visant à faciliter la participation économique des migrants, notamment des entrepreneurs, dans les pays de destination⁴

Les migrants sont un atout précieux pour n'importe quel pays, car ils sont vecteurs de diversité, de qualifications et de compétences nouvelles. En outre, lorsque leurs qualifications sont correctement utilisées et qu'un cadre propice est proposé pour les rendre moins vulnérables, protéger leurs droits et promouvoir leur participation socio-économique dans la société, ils contribuent à stimuler l'économie.

D'après une étude de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), les entrepreneurs migrants créent légèrement plus d'entreprises que les autochtones dans les pays de l'OCDE⁵. Les autoentrepreneurs constituent 12,7 % de la population migrante en âge de travailler, contre 12 % de la population autochtone en âge de travailler. À première vue, ces chiffres peuvent laisser penser que les migrants ont une plus forte propension à créer des entreprises que les autochtones, ce qui est en partie vrai en raison de leur plus forte tolérance au risque⁶. Néanmoins, ce pourcentage plus élevé s'explique aussi par les difficultés que les migrants éprouvent parfois à accéder au marché du travail de leur pays de destination, se retrouvant ainsi sans autre choix que de travailler à leur compte. Ainsi, il convient de faire la différence entre les entrepreneurs « par nécessité », qui décident d'exercer une activité indépendante en raison de l'absence d'options viables sur le marché du travail, et les entrepreneurs « par opportunité », qui perçoivent les possibilités qu'offre le marché et qui ont généralement un sens aigu des affaires. Les premiers sont susceptibles d'entreprendre des activités qui leur rapporteront des revenus marginaux, tandis que les autres ont tendance à innover et à créer des entreprises de plus grande valeur.

S'il est vrai que les entrepreneurs migrants sont plus enclins à créer une entreprise que les autochtones, ils le sont également plus à faire faillite⁷. C'est notamment le cas pour les migrants ayant un niveau d'instruction peu élevé. Le statut des migrants dans leur pays de résidence joue parfois aussi un rôle essentiel dans la réussite de leur entreprise. En général, plus le migrant est installé depuis longtemps, plus il accumule du capital et a des chances d'être bien intégré, de maîtriser la langue locale et d'avoir construit un historique bancaire et accumulé des actifs qui lui facilitent l'accès au crédit. En fait, dans pratiquement tous les pays de destination, le taux d'entrepreneuriat est plus élevé chez les migrants qui ont vécu le plus longtemps dans le pays⁸. Ainsi, l'entrepreneuriat des migrants devrait être abordé dans le cadre des politiques nationales d'intégration⁹.

En revanche, l'absence de statut juridique et l'existence de lois, de réglementations et de politiques défavorables à l'entrepreneuriat des migrants (notamment les politiques d'immigration ne prenant pas en compte les programmes de migration circulaire, les interventions réglementaires contraignantes, la protection inégale des droits de propriété des migrants par rapport à ceux des investisseurs locaux) peuvent non seulement entraver la création d'entreprises mais également contribuer aux échecs commerciaux.

Les décideurs politiques peuvent faciliter l'accès aux marchés en mettant en place des dispositifs de micro-crédits pour inciter les migrants à améliorer leurs compétences et à créer des PME. Pour faciliter ledit accès, ils peuvent en outre supprimer les droits de douane, mettre sur pied des politiques d'admission facilitant, pour les migrants, le démarrage de nouvelles entreprises et les activités entrepreneuriales ainsi que des politiques fiscales favorables au transfert de biens et technologies, nécessaire à la réussite des nouvelles entreprises. Outre les décideurs politiques, le secteur privé, notamment les banques, joue un rôle essentiel dans la réussite des entreprises tenues par des migrants. La difficulté d'accès aux prêts bancaires semble avoir davantage de conséquences sur les migrants que sur les autochtones et tout porte à croire que les entrepreneurs migrants sont soumis à des taux d'intérêt plus élevés que les locaux¹⁰. La discrimination peut avoir une influence sur la décision d'octroyer un crédit à un entrepreneur migrant¹¹. Afin de faciliter l'accès des migrants, notamment des femmes, aux services financiers, il serait judicieux de renforcer les réseaux établissant des liens entre les banques du Nord et du Sud. En outre, afin de simplifier les connexions entre les institutions financières et les communautés de la diaspora, la vente de produits financiers des pays tiers au pays de destination est une possibilité.

Sous-thème 2 : Comment encourager les initiatives entrepreneuriales de la diaspora dans les pays d'origine afin de contribuer au développement

Il est largement reconnu que le secteur privé peut jouer un rôle dans la transformation des sociétés et que les diasporas peuvent être des agents du changement. Ensemble, ces deux acteurs peuvent contribuer de manière significative au développement.

Il a été constaté à maintes reprises que les diasporas contribuent largement aux économies de leurs pays d'origine¹². Grâce à l'expérience acquise dans leur pays de résidence, les diasporas sont susceptibles de « ramener » des compétences et des technologies nouvelles ainsi que des pratiques économiques novatrices dans leurs pays d'origine. Les diasporas peuvent en outre être les premières à investir dans les régions ou les marchés frontaliers. Les sociétés détenues ou gérées par la diaspora sont souvent les premières à s'implanter dans un pays. Cela peut favoriser les investissements d'autres intérêts commerciaux en générant de l'information décisionnelle. Les entrepreneurs de la diaspora peuvent également nouer des relations entre les acheteurs, les vendeurs et les fournisseurs, les représentants gouvernementaux et les autres partenaires dans leur pays d'origine. La diaspora

indienne, par exemple, est à l'origine d'environ un tiers des investissements étrangers directs (IED) réalisés en Inde entre 1991 et 2001. Elle a ainsi contribué à l'énorme croissance du secteur tertiaire¹³. La diaspora arménienne a réalisé un investissement semblable en Arménie¹⁴. De plus, de nombreux pays, notamment les pays en développement, désireux d'attirer les investissements de la diaspora, ont émis des obligations diaspora et des bons du Trésor ou ont mis en place des politiques de simplification, de promotion et de protection des investissements de la diaspora.

Les mesures d'incitation à la création d'entreprises peuvent être mises en place par des initiatives public-privé (telles que *ConnectIreland*), des organismes de promotion de l'investissement (tels que l'Autorité de développement de l'investissement au Liban, le Centre de promotion de l'investissement du Ghana et L'Almi Företagspartner, organisme suédois de soutien aux entreprises et aux startups qui dispose d'une section consacrée aux migrants)¹⁵, grâce à la création de centres d'affaires de la diaspora mettant en contact les marchés occidentaux et émergents afin d'accroître la productivité et la rentabilité des investissements et des transferts de fonds de la diaspora, de ministères de la diaspora (comme ceux du Maroc ou de la Tunisie), ou d'institutions de la diaspora fonctionnant au niveau des vice-ministères (comme en Égypte, en Pologne, en Slovénie ou en Croatie), ou par le biais de partenariats avec les chambres du commerce en qualité de prestataires de services et de la promotion des entrepreneurs de la diaspora en tant qu'ambassadeurs du développement des pays d'origine. Les décideurs politiques ont concrétisé la promesse que représente la canalisation des projets d'entreprise pour les secteurs économiques prioritaires conformément à leurs plans de développement. Les pays de destination peuvent également encourager ces initiatives en supprimant les obstacles au retour.

Les partenariats public-privé ont optimisé les envois de fonds afin qu'ils produisent un effet multiplicateur. C'est le cas du programme *Tres por uno* au Mexique¹⁶, dans le cadre duquel les associations locales aux États-Unis ont joué un rôle essentiel dans le développement des régions au Mexique. Des initiatives ont également été prises pour relier les transferts de fonds à d'autres produits financiers (prêts, assurances), des initiatives de développement communautaire ou des programmes de renforcement des capacités promouvant par exemple à l'éducation financière¹⁷. De plus, les autorités publiques ont le pouvoir d'encourager de telles initiatives en collectant des données empiriques sur leurs diasporas locales, en entretenant des rapports avec ces communautés, en leur permettant d'intervenir dans l'élaboration des politiques et en facilitant la création de réseaux de diasporas.

Le secteur privé, les associations et les ONG peuvent eux aussi exploiter les ressources que les diasporas destinent à leurs pays d'origine, par exemple en organisant des financements participatifs¹⁸ et en créant de vastes plateformes de placement, fournissant ainsi les intermédiaires financiers et les moyens d'investissement nécessaires pour soutenir la création d'entreprises, les projets commerciaux et les entreprises présentant un haut potentiel de bénéfice. Le recours aux technologies de l'information et de la communication dans la lutte contre la pauvreté gagne en popularité, étant donné qu'elles réduisent les coûts et mettent en relation donateurs potentiels et projets.

De plus, les organisations internationales peuvent apporter leur contribution en exploitant les ressources de façon à améliorer les gains et les bénéficiaires. Elles peuvent apporter de nouvelles approches et permettre la mise en commun des ressources, que ce soit par le transfert de compétences des diasporas ou sur le plan financier, en vue du développement des pays d'origine¹⁹. D'autres initiatives ont visé avant tout à soutenir les institutions en adaptant les structures déjà en place pour mieux exploiter le potentiel des diasporas. Plus généralement parlant, une meilleure intégration des migrants dans leurs pays de destination aura aussi des effets considérables dans un tel contexte²⁰.

Domaine d'intervention 1 : Autonomisation des femmes entrepreneurs migrantes/de la diaspora

En entreprise, les femmes ont tendance à se tenir loin des postes de direction plus que les hommes et à quitter le domaine de l'entrepreneuriat à un taux plus élevé que celui des hommes. Dans les États membres de l'OCDE, la part des femmes entrepreneurs, qu'elles soient nées à l'étranger ou non, est bien plus basse que celle des hommes (de 30 % en moyenne)²¹. Si les raisons en sont diverses, il semble que la conciliation du travail et de la vie de famille, les discriminations exercées par les institutions financières et les stéréotypes répandus sont autant d'obstacles qui empêchent les femmes de prendre la direction d'entreprises. En outre, les migrantes à la tête d'entreprises sont confrontées à davantage d'obstacles que les autres femmes entrepreneurs, et ceci en raison de facteurs institutionnels, familiaux et socio-culturels notamment²².

Prenant en considération les obstacles auxquels les femmes sont confrontées, certains pays ont mis en place des pratiques visant à soutenir les PME dirigées par des femmes, en particulier par des femmes migrantes ou membres

de la diaspora, en créant des réseaux de migrantes entrepreneurs, via par exemple des portails numériques visant à promouvoir l'entrepreneuriat des femmes ou la création ou le développement de centres d'aide aux entreprises pour les femmes (proposant des formations, des réseaux et des possibilités de financement)²³. Certains centres d'aide aux entreprises pour les femmes proposent des services de garde d'enfants, le remboursement des frais de déplacement ainsi que des cours de langues flexibles, le soir ou à distance par exemple. Toutefois, il n'en reste pas moins que les initiatives et mesures indépendantes ne suffisent pas : les mesures d'émancipation des femmes qui sont intégrées à des politiques de genre sont à la base d'une économie solide et dynamique.

La participation pleine des femmes à la vie économique favorise la croissance économique. Aux États-Unis, il a été prouvé que lorsque l'égalité des sexes progresse de 1 % en termes de main-d'œuvre, le revenu tiré des ventes augmente de 3 %²⁴. Afin de garantir l'intégration et l'accessibilité pour les femmes comme pour les hommes, les politiques doivent être élaborées en tenant constamment compte de l'égalité des sexes. Le recours à des conseillers pour l'égalité des sexes spécialisés dans le domaine de la migration afin de garantir que les structures et les législations institutionnelles adoptent des approches qui prennent en compte l'égalité des sexes est une pratique qui s'est révélée prometteuse en suscitant l'intérêt et en fournissant une expertise technique directement au cœur des processus d'élaboration des politiques.

Domaine d'intervention 2 : Soutenir l'entrepreneuriat des migrants dans l'hémisphère sud

Au cours des quinze dernières années, les responsables politiques ont détourné leur attention des partenariats Nord-Sud pour s'intéresser de plus en plus aux partenariats conclus entre les pays de l'hémisphère sud. En réalité, selon les données de 2013, la migration Sud-Nord a presque atteint le niveau de la migration Sud-Sud²⁵. De plus, le volume des échanges Sud-Sud a considérablement augmenté ces dernières années, suggérant une évolution dans la configuration des échanges. Les politiques migratoires encourageant la libre circulation des personnes et l'intégration régionale peuvent renforcer la coopération au sein des régions et entre celles-ci, de manière à libéraliser davantage le commerce.

Si l'on examine le cas des entreprises dirigées par des migrants dans l'hémisphère sud, on constate qu'il existe plus de PME fonctionnant de manière informelle, ce qui peut parfois s'expliquer par l'absence de cadre régulateur encourageant. Parmi les autres difficultés rencontrées par les PME dans l'hémisphère sud, se détachent le manque de coordination entre les différentes institutions impliquées dans les structures d'investissement (c'est-à-dire le manque d'harmonisation entre les politiques), le développement insuffisant des marchés financiers ou encore l'instabilité politique générale rendant l'investissement très risqué²⁶.

Dans le cadre des partenariats conclus entre pays de l'hémisphère sud, les organisations internationales peuvent jouer le rôle de tiers pour négocier les accords Sud-Sud, tels que des échanges entre pairs, le transfert de compétences et le transfert de technologies. Dans un cadre politique approprié, les partenariats triangulaires entre les migrants/la diaspora, les pays d'origine et de destination peuvent s'avérer bénéfiques pour tous et permettent aux politiques et programmes gouvernementaux favorables au commerce de s'appuyer sur les ressources des migrants/de la diaspora. Les migrants/la diaspora, à leur tour, apportent de nouveaux partenariats commerciaux et développent des marchés tant dans leur pays d'origine que dans celui de destination.

Mesures envisageables

Mesures pouvant être envisagées par les autorités des pays d'origine et de destination, parmi lesquelles des partenariats entre les secteurs public et privé, dans le but de soutenir, pour les migrants et la diaspora, l'entrepreneuriat et la création d'emplois, en se centrant sur les petites et moyennes entreprises :

Conditions cadres

- 1) Reconnaître le rôle des diasporas et des migrants en tant qu'acteurs essentiels de l'économie et leur permettre de prendre la direction d'entreprise via un ensemble de politiques encourageantes en matière de migration, d'intégration, d'économie et de commerce notamment, afin de s'appuyer sur leurs relations multinationales ainsi que sur leur capital social, économique et culturel.
- 2) Prendre en compte les besoins spécifiques des entrepreneurs migrants/de la diaspora dans les dispositifs législatifs et les politiques ayant une incidence sur l'environnement commercial

- 3) Adopter des stratégies concernant la migration de main-d'œuvre qui soient en adéquation avec les compétences ou qui développent celles-ci efficacement, tout en satisfaisant la demande du marché du travail et qui facilitent la reconnaissance et la transférabilité des compétences et de l'expérience professionnelle.
- 4) Encourager la mise en œuvre d'accords bilatéraux, régionaux et internationaux (par exemple, la ratification du *Traité de coopération en matière de brevets*) afin de favoriser la création de PME novatrices dirigées par des entrepreneurs migrants/de la diaspora dans les pays d'origine et de destination.
- 4) Libéraliser les réglementations bancaires en autorisant l'établissement de comptes en devises étrangères et en abaissant le coûts des transferts de fonds (par exemple en révoquant les accords d'exclusivité entre banques concernant certains opérateurs de transfert de fonds).
- 5) Encourager les investissements directs étrangers, par exemple en signant un accord multilatéral relatif à l'investissement ou des traités bilatéraux d'investissement qui concilient la protection des investisseurs étrangers et le droit qu'ont les autorités de réglementer les activités économiques dans l'intérêt public (par exemple, dans les domaines de la santé, de l'environnement, des droits de l'homme, etc.) et en encourageant à l'établissement et au développement des entreprises dans le pays d'origine.

Politiques et programmes spécifiques :

- 1) Envisager des politiques relatives à la migration permanente et temporaire qui encouragent l'entrepreneuriat des migrants/de la diaspora. Autoriser la double nationalité ou la nationalité multiple, par exemple, ou introduire des catégories de visa réservées aux entrepreneurs migrants/de la diaspora²⁷.
- 2) Favoriser la transférabilité des bénéfices, en prévoyant notamment un point de comparaison entre les droits et les bénéfices fournis par les États, complétés par les bénéfices supplémentaires des employeurs. Faciliter des formules d'épargne pour les migrants à long terme et circulaires qui souhaitent investir dans leur pays d'origine avant leur retour (par exemple des fonds de pension privés, des obligations municipales et gouvernementales).
- 3) Supprimer les barrières administratives excessives pour les PME en allégeant les procédures réglementaires et en ouvrant des guichets uniques pour les entreprises, de manière à garantir la pleine participation de tous les migrants, y compris les femmes et les jeunes.
- 4) Offrir des avantages fiscaux, favoriser la création de PME et faciliter l'accès aux marchés, par exemple en accordant des dérogations ou allègements fiscaux au bénéfice de causes caritatives et/ou d'entreprises sociales, en abaissant les droits de douane et les tarifs douaniers sur les biens ou les équipements importés pour les investissements de diasporas, en négociant des accords visant à éviter la double imposition ou accordant des avantages fiscaux pour stimuler la recherche et le développement.
- 5) Encourager une meilleure connaissance du cadre réglementaire concernant la création et la gestion d'entreprises et faciliter l'accès des PME dirigées par des migrants aux marchés publics.
- 6) Faciliter l'accès aux produits financiers et promouvoir l'éducation financière des migrants, en particulier des femmes et des jeunes. En outre, des programmes de sensibilisation destinés aux employés de banques peuvent s'avérer utiles. Encourager l'entrepreneuriat des migrants/de la diaspora, en particulier les jeunes entreprises et les entreprises sociales dirigées par des femmes et des jeunes, via des mesures de renforcement des capacités et l'accès aux ressources financières. Il peut s'agir d'injections de capital dans l'économie pour promouvoir la création de PME (par exemple, en augmentant la capitalisation de la banque concernant l'octroi de prêts et les investissements et les programmes de subventions, de manière à rationaliser les réglementations afin de permettre le développement des marchés de capitaux locaux).
- 7) Faciliter la reconnaissance des qualifications obtenues par les migrants à l'étranger et nécessaires à l'obtention d'une licence commerciale.
- 8) Établir des partenariats d'envergure entre le secteur privé, les autorités publiques, la société civile et les organisations à but non lucratif travaillant avec les entrepreneurs et les migrants afin d'encourager l'entrepreneuriat des migrants/de la diaspora. Encourager les programmes de parrainage pour mettre les

migrants entrepreneurs en relation avec les entrepreneurs locaux dont les compétences concernant les marchés locaux complètent les leurs.

- 9) Renforcer la coopération entre les entreprises dans les pays d'origine et de destination afin d'encourager l'entrepreneuriat des migrants/de la diaspora, en particulier par l'échange de connaissances, le transfert de technologies et l'intégration de projets novateurs dans des stratégies nationales et des politiques de développement (en évitant ainsi les initiatives *ad hoc*).
- 10) Développer les échanges entre pairs, en particulier les échanges Sud-Sud concernant l'entrepreneuriat des migrants/de la diaspora via, notamment, des stages, des détachements, des parrainages ainsi que des événements de réseautage entre migrants et des conseils et des chambres de commerce.
- 11) Surveiller systématiquement l'environnement commercial des entrepreneurs migrants et de la diaspora en se fondant sur des indicateurs déjà en place ou récemment développés (par exemple, l'*Indice de la facilité de faire des affaires* de la Banque mondiale, le *Global Entrepreneurship Monitor*, des indicateurs des droits de l'homme relatifs au droit à la propriété et à la liberté d'exercer une activité commerciale) ou sur les *Objectifs de développement durable*.

Questions essentielles à aborder

- Quelles sont les bonnes pratiques à adopter dans le cadre de la coopération entre les secteurs public et privé pour contribuer au soutien et au développement des entreprises dirigées par des entrepreneurs migrants/de la diaspora, en particulier les femmes et/ou les jeunes ?
- Quelles mesures d'intégration les pays de résidence et de destination peuvent-ils mettre en place pour les entrepreneurs migrants/de la diaspora ?
- Comment les partenariats peuvent-ils être utilisés pour aider les migrants entrepreneurs qui rencontrent des difficultés en ce qui concerne leur niveau scolaire, leurs compétences linguistiques et leur accès à des réseaux professionnels ?
- Comment les autorités des pays d'origine et de destination peuvent-elles mobiliser le secteur privé pour mieux soutenir les investissements réalisés par la diaspora ?
- Comment les autorités publiques peuvent-elles mobiliser les talents des entrepreneurs de la diaspora et les encourager à investir dans leur pays d'origine ?
Quelles mesures peuvent être mises en place afin d'encourager les investissements des diasporas dans les pays d'origine ?

¹ Ce document a été élaboré par le **Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM)**, avec la contribution des **coprésidents de la TR 3.2**, le Canada et la France, ainsi que celle des **membres de l'équipe de la TR, à savoir les gouvernements** de la Belgique, du Bénin, des Comores, du Ghana, de la Moldavie, des Philippines, de la République de Corée, du Sénégal, de la Suisse et du Zimbabwe. Des **partenaires non étatiques** y ont également contribué, à savoir la Banque mondiale, le CIDPM, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation internationale de la migration (OIM), l'Organisation internationale du travail (OIT), le Partenariat mondial pour les connaissances sur les migrations et le développement (KNOMAD), le Processus de La Haye, et l'Union postale universelle (UPU). Le présent document vise à informer et à stimuler la discussion de la Table ronde 3.2 lors de la réunion au sommet du FMMD qui se tiendra en Turquie en octobre 2015. Il n'est pas exhaustif dans son approche et ne reflète pas nécessairement les points de vue des organisateurs du FMMD ni ceux des gouvernements ou des organisations internationales impliqués dans le processus du FMMD

² Seules les tables rondes du FMMD suivantes ont abordé le sujet de l'entrepreneuriat des migrants et de la diaspora : Bruxelles 2007, tables rondes « Développement du capital humain et mobilité du travail : maximiser les opportunités et minimiser les risques », Session 1.3, « Le rôle des partenaires autres que gouvernementaux dans le renforcement de la contribution de la migration de travail temporaire au développement », Session 2.2, « Augmenter le micro-impact des transferts sur le développement », Session 2.3, « Augmenter le macro-impact des transferts sur le développement », Session 2.4 « Travailler avec la diaspora pour le développement » ; Philippines 2008, table ronde « Migration, développement et droits de l'homme », Session 1.2 « Renforcer la capacité des migrants et de la diaspora afin de contribuer au développement » et Session 2.2 « Gérer la migration et minimiser l'impact négatif de la migration irrégulière » ; Grèce 2009, table ronde « Migrant integration, reintegration and circulation for development » (« L'intégration, la réintégration et la circulation des migrants pour le développement ») ; Mexico 2010, table ronde « Mobilité humaine et développement humain », Session 2.1, « Réduire les

coûts de la migration et maximiser le développement humain », Session 2.2, « Migration, genre et famille » ; Maurice 2012, table ronde « La circulation du travail pour un développement inclusif ».

La rencontre des entreprises du FMMD, organisée conjointement par le gouvernement suisse et la présidence turque du FMMD, consacrée aux thèmes de la concurrence mondiale pour attirer les compétences et de la mobilité internationale des compétences, a également abordé les liens existant entre le secteur privé et les politiques de migration, notamment en ce qui concerne l'adéquation des compétences, les outils de recrutement et la réglementation en matière de migration de travail dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), l'industrie agroalimentaire et hôtelière.

³ Dans l'Union européenne, par exemple, ce terme désigne une entreprise qui emploie moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros, et/ou dont le bilan annuel ne dépasse pas 43 millions d'euros. Dans de nombreuses autres parties du monde, le terme désignerait en revanche une entreprise bien plus petite réalisant un chiffre d'affaires moins important. En tout état de cause, d'après les récents indicateurs de l'intégration des immigrés publiés par l'OCDE et l'Union européenne (OCDE et Union européenne, Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2015 : Trouver ses marques, publication de l'OCDE, p. 199

http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oced/social-issues-migration-health/les-indicateurs-de-l-integration-des-immigres-2015_9789264233799-fr#page1.) les entreprises détenues par des immigrés sont généralement plus petites que celles des autochtones. La plupart des immigrés exerçant une activité indépendante (trois sur quatre) n'ont en fait pas d'employés.

⁴ Il convient de noter que la distinction entre les pays d'origine, de destination et de transit des migrants devient de plus en plus floue et que la plupart des pays, dans des mesures différentes, appartiennent à ces trois catégories. En outre, la catégorisation d'un pays en tant que pays d'origine, de transit ou de destination évolue perpétuellement en fonction du développement social, culturel, politique et économique.

⁵ OCDE 2010, *Open for Business: Migrant Entrepreneurship in OECD Countries* (Ouvert aux entreprises : l'entrepreneuriat des migrants dans les pays de l'OCDE), Publication de l'OCDE, p.14

<http://dx.doi.org/10.1787/9789264095830-en>

⁶ *Ibid.* Chapitre 1

⁷ *Ibid.* p.16

⁸ OCDE et UE 2015, p. 118-119

⁹ L'Agenda européen pour l'intégration des ressortissants de pays tiers insiste sur l'importance des ressortissants de pays tiers, notamment des entrepreneurs migrants, pour les pays d'origine et de destination.

¹⁰ Pour le cas de l'Italie, se référer à *Jobs for immigrants* (concernant l'intégration sur le marché du travail en Italie), OCDE, 2014.

¹¹ Dans une étude récente, l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) s'est penchée sur le lien entre les droits fondamentaux et la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive, axée entre autres sur la lutte contre le chômage et la réduction de la pauvreté. L'étude réalisée par la FRA analyse les restrictions intentionnelles et involontaires susceptibles de porter atteinte à l'exercice du plein droit à la « liberté d'entreprise » pour les personnes habilitées à diriger une entreprise. Ledit droit est consacré par l'article 16 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui s'applique aux institutions de l'UE et à ses États membres. L'étude révèle que les restrictions susmentionnées ont une incidence particulièrement prononcée sur les entrepreneurs issus de l'immigration, mais aussi sur les femmes, les jeunes, les minorités ethniques et les personnes handicapées. Les réglementations soumettent la liberté d'entreprise à certains paramètres au lieu d'étendre la portée des droits de l'homme. Lesdites réglementations semblent affecter les immigrés ou les entrepreneurs migrants plus que les populations autochtones. Il existe même, dans certains pays de l'UE, des professions protégées, soit des activités qui ne peuvent être exercées que par les autochtones et qui sont inaccessibles aux non-ressortissants (le secteur de l'assurance, la négociation d'actions, l'exploitation d'établissements de jeux ou autres).

¹² D'après des données publiées par la Banque mondiale, les envois de fonds se sont élevés à 440 milliards d'euros en 2014. Les contributions de la diaspora peuvent être regroupées par catégories : IED, commerce (général et nostalgique), transfert de connaissances et migrations de retour, entrepreneuriat transnational et envois de fonds.

¹³ Wei et Balasubramanyam 2006

¹⁴ Riddle, Hrivnak, et Nielsen 2010

¹⁵ Il est important de noter que les visas d'investisseurs ne sont octroyés qu'à un nombre réduit d'entrepreneurs migrants et que le volume d'IED n'est pas étroitement lié à la disponibilité de ces visas. Il dépend principalement d'autres éléments (allègements fiscaux ou autres).

¹⁶ Dans le cadre du programme *Tres por uno*, les Mexicains vivant à l'étranger peuvent consacrer leurs ressources au profit de leur communauté d'origine au Mexique. Pour chaque peso consacré par la diaspora à un projet précis ayant des répercussions sociales positives sur la communauté, le gouvernement mexicain en ajoute trois.

¹⁷ Le Programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement constate que les transferts de salaires constituent une source novatrice de financement privé qui ne saurait être confondue avec les autres flux financiers internationaux tels que les investissements étrangers directs, l'aide publique au développement et les autres sources publiques de financement du développement et qu'il convient de déployer des efforts au niveau mondial pour ramener le coût de transaction moyen des transferts de salaire des travailleurs migrants en 2030 au plus tard à moins de 3 % du montant transféré et ramener à moins de 5 % en 2030 les commissions perçues sur les transferts de salaires dans toutes les filières.

http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/69/L.82&Lang=F (consultation le 23 septembre 2015)

¹⁸ Le financement participatif constitue désormais l'un des outils les plus prometteurs pour les jeunes entreprises étant donné qu'il aide à financer de nouveaux projets d'entreprise, contribuant ainsi à la croissance économique. En 2012, selon les estimations, les plates-formes de financement participatif ont collecté 2,7 milliards de dollars sur plus d'un million de campagnes. Comparé à 2011, cela représente une augmentation de 81 % et, d'après les prévisions, le volume total des financements au niveau mondial continuera d'augmenter

considérablement. Toutefois, les plates-formes de financement participatif ne sont pas le moyen le plus simple pour collecter de l'argent ; ce type de financement nécessite un plan d'affaires, une stratégie et un réseau de sympathisants. D'après les informations tirées du 2013 CF Crowd funding Outlook Report, massolution, 2012 : <http://www.crowdsourcing.org/editorial/2013cf-crowdfunding-outlook-report/26448> (consultation le 23 septembre 2015).

¹⁹ De nombreuses organisations internationales ont facilité le transfert de compétences et de connaissances pour stimuler davantage le développement et ont encouragé l'échange de connaissances entre, notamment, les autorités publiques, la société civile, le milieu des affaires (par exemple, le Transfert des connaissances par l'intermédiaire des expatriés du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Initiative conjointe pour la migration et le développement mise en œuvre par le PNUD, l'OIM, l'OIT, l'UNHCR, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et l'ONU Femmes, l'Initiative conjointe de l'Union européenne et du Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD) Migration EU eXpertise (MIEUX), le programme de l'OIM Migration pour le développement en Afrique, l'Initiative d'appui aux investissements de la diaspora en faveur de l'agriculture du FIDA). Les programmes de retour temporaire ont visé à mobiliser la diaspora dans des domaines pouvant faire l'objet d'une forte demande dans le pays d'origine et à mettre en adéquation la demande de travail avec les besoins du marché.

²⁰ Liebig et Huddleston (2014), *L'intégration des migrants et de leurs enfants sur le marché du travail : développer, mobiliser et utiliser les compétences. Perspectives des migrations internationales* de l'OCDE, chapitre 2. DOI:10.1787/migr_outlook-2014-5-fr

²¹ OECD (2010), *Open for Business: Migrant Entrepreneurship in OECD Countries*, Éditions OCDE, pp. 14
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264095830-en> (pp. 15)

²² Azmat F. (2013), *Opportunities or obstacles? Understanding the challenges faced by migrant women entrepreneurs*, International Journal of Gender and Entrepreneurship, Vol. 5, Issue. 2, pp. 198 – 215.

²³ http://ec.europa.eu/growth/smes/promoting-entrepreneurship/we-work-for/women/index_en.htm (consultation le 23 septembre 2015)

²⁴ Herring, Cedric « Does Diversity Pay?: Race, Gender, and the Business Case for Diversity » (p. 217), in *Official Journal of the American Sociological Association*, Volume 74, no 2, April 2009. L'auteur a utilisé des données provenant du *National Organizations Survey* de 1996 et 1997, un échantillon national des organisations commerciales aux États-Unis.

²⁵ Contribution commune de l'ONU DAES et du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, 3-4 octobre 2013. <http://www.oecd.org/fr/els/mig/les-migrations-internationales-en-chiffres.pdf> (consultation le 23 septembre 2015). En termes génériques, les Nations Unies désignent par « hémisphère Nord » les régions les plus développées et par « hémisphère Sud » les régions les moins développées. Par conséquent, la migration Sud-Sud fait référence à la circulation des personnes par-delà les frontières internationales au sein des régions les moins développées et entre celles-ci.

²⁶ Ces obstacles peuvent se retrouver dans l'hémisphère nord également.

²⁷ L'étude menée par l'OCDE observe une « tendance à la hausse dans l'adoption de politiques d'amission spécifiques pour les migrants entrepreneurs au cours des dix dernières années » bien que, habituellement, ces mesures n'atteignent qu'un très faible pourcentage des nouveaux entrepreneurs nés à l'étranger. OECD (2010), *Open for Business: Migrant Entrepreneurship in OECD Countries*, Éditions OCDE, Chap. 2.
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264095830-en>

ANNEX

This Annex contains descriptions and references to examples of relevant frameworks, policies, programmes, projects and other experiences in relation to the issues raised in the policy part of the Background paper. This second part of the Background paper aims to form the basis of an evolving catalogue of policies and practices with a view to be stored and displayed on the GFMD PfP website in the M&D Policy and Practice Database. See <http://www.gfmd.org/pfp/ppd>.

Title of M&D Policy or Practice: Integration, Transnational Mobility and Human, Social and Economic Capital Transfers (ITHACA)	
Country: Austria	Partner(s): European University Institute (EUI) Real Instituto Elcano (RIE) London Metropolitan University (LMU)
Thematic Area(s): Migration research; Migration and Development; Integration; Migration Policies	Tags: Transnationalism; Integration; Migration and Development; Transfers; Remittances; Migration and Mobility
<p>Summary: The ITHACA project is implemented by the European University Institute (EUI) in cooperation with ICMPD, Real Instituto Elcano (RIE), London Metropolitan University (LMU). The project aims to contribute to the rising research and policy interest on migrant transnationalism and its effects on countries of origin and destination as well as on migrants themselves (and their families). The project concentrates on transnational mobility for economic purposes, i.e. the migrant engages in economic activity in either country) and looks at the different types (social, cultural and economic) of transfers it generates.</p> <p>ICMPD is implementing the case study on transnational engagement of migrants originating from Bosnia and Hercegovina, India, and the Philippines and the types of transfers generated between their respective country of origin and Austria.</p>	
<p>Web Links: http://www.icmpd.org/Ongoing-Research.2015.0.html</p>	

Title of M&D Policy or Practice: Link Up! Feasibility Study – Financing Diaspora Entrepreneurship	
Country: Austria	Partner(s): Donor: Austrian Development Agency
Thematic Area(s): Migration and Development; Diaspora Outreach; Diaspora organisations; Entrepreneurship; Research	Tags: Migration and Development; diaspora; social entrepreneurship; investments; remittances; capacity-building;
<p>Summary: Link Up! Financing diaspora entrepreneurship - Feasibility study</p> <p>The feasibility study serves as a basis for the development of a comprehensive programme to support diaspora entrepreneurs through networking opportunities, capacity building and seed capital. The study analyses the existing challenges in Austria to support diaspora entrepreneurs, identifies the needs of diaspora entrepreneurs so that they are better able to contribute to their country of origin and assesses the gaps that could be addressed for the benefit of diaspora entrepreneurship.</p> <p>The Link Up! feasibility study is being conducted from March to October 2015.</p> <p>In line with the objectives, an international symposium is being organised on Diaspora Entrepreneurship: Opportunities and Challenges on 19. October 2015 to:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Highlight and demonstrate the potential in Austria and worldwide to engage with the diaspora and support their endeavors in creating businesses with a social, environmental and economic impact in a developing country or emerging market; 2) Exchange worldwide best practices and lessons learnt by inviting key experts in the field of diaspora entrepreneurship and impact investment; 3) Develop and nurture new partnerships in Austria and internationally in support of diaspora entrepreneurship; 4) Define a roadmap and possible ways to build or strengthen a network of diaspora businesses between countries of destination and countries of origin. 	
<p>Web Links: http://www.icmpd.org/Ongoing-Projects.1639.0.html</p>	

Title of M&D Policy or Practice: MEDMA II (Pilot Project for the Mobilization of Moroccan Residing in Belgium for the Development of Morocco)	
Country: Belgium, Morocco	Partner(s): International Organization for Migration (IOM); Solvay Business School Hassan II Foundation for Moroccans residing abroad (FHII-MRE)
Thematic Area(s): diaspora entrepreneurship,	Tags: diaspora entrepreneurship Diaspora, enterprise
Summary: In Morocco, IOM is assisting Moroccan expatriates based in Belgium to establish businesses in their communities by: (a) providing financial support; (b) through a partnership with the Solvay Business School, providing technical support in business planning and; (c) helping to navigate the bureaucratic procedures for establishing a business in Morocco. Through this project, IOM also manages a website that provides information on opportunities as well as how to invest and start a business in Morocco (www.guide-entreprise.org/maroc).	
Web Links: www.guide-entreprise.org/maroc	

Title of M&D Policy or Practice: TawiPay	
Country: Bosnien und Herzegowina, Serbien	Partner(s): Tawipay (Global Impact Finance SA)
Thematic Area(s): Comparison of remittances costs. PPDP, Migration	Tags: remittances; online-comparison; access to information; competition; transparency
Summary: TawiPay (www.tawipay.com) is a pilot project that started in 2015. Its main goal is to increase transparency in the remittance channels. SECO is currently financing the establishment of the two channels Switzerland – Serbia and Switzerland – Bosnia. The project's objective is to enable migrants/diaspora communities to reduce the cost of sending money to their home countries. At best, the project will expand on to further outbound remittances corridors from Switzerland, become financially independent/self-sustaining and will thereby increasingly contribute to financial inclusion.	
Web Links: www.tawipay.com	

Title of M&D Policy or Practice: Futurpreneur Canada – Newcomer Program	
Country: Canada	Partner(s): Federal: Industry Canada; Federal Economic Development Agency for Southern Ontario; Atlantic Canada Opportunities Agency; National Research Council-Industrial Research Assistance Program Provincial: Government of British Columbia; Government of Alberta; G
Thematic Area(s): Programming for Entrepreneurs	Tags: Entrepreneurs
Summary: <ul style="list-style-type: none"> • Futurpreneur Canada is a national, non-profit organization that provides financing, mentoring and support tools to aspiring young business owners (aged 18-39). • Its Newcomer Program provides tailored support to newcomers, including specific eligibility criteria for loan financing for young entrepreneurs (between the ages of 19-34) who have been in Canada for less than five years and who have limited or no established credit history in Canada. 	
Web Links: http://www.futurpreneur.ca/en/get-started/financing-and-mentoring/newcomer/	

Title of M&D Policy or Practice: Immigrant Small Business Loan Program	
Country: Canada	Partner(s): Government of Nova Scotia
Thematic Area(s):	Tags:
Summary: <ul style="list-style-type: none"> • Credit Unions in Nova Scotia are offering a small business loan program that aims to help immigrants who are interested in starting, expanding or buying a small business. • Under this program, an immigrant entrepreneur can borrow a maximum amount of up to \$500,000 for loans that are of a traditional debt nature, for working capital or lines of credit. • Eligible applicants are those who have immigrated to Nova Scotia within the past 5 years including Permanent residents living in Nova Scotia, Canadian citizens born outside of Canada who have lived in Nova Scotia for at least one year and Canadian citizens who have lived abroad and have credit history challenges • This program is a joint initiative of the Nova Scotia Co-operative Council, Atlantic Central, local credit unions, the Department of Economic and Rural Development and the Office of Immigration. 	
Web Links:	

Title of M&D Policy or Practice: New Brunswick Business Immigrant Mentorship Program	
Country: Canada	Partner(s): Government of New Brunswick
Thematic Area(s):	Tags:
<p>Summary:</p> <ul style="list-style-type: none"> • The Business Immigrant Mentorship Program is a Government of New Brunswick initiative, delivered in partnership with the Fredericton Chamber of Commerce. • The Business Immigrant Mentorship Program allows immigrant investors in the Fredericton region to learn about ‘Doing Business in New Brunswick’. The program offers an in-depth opportunity for new immigrant investors to meet, learn from and network with business professionals from the Fredericton business community. • This six-month program offers newcomers comprehensive class room style training on Canadian business principles, business start-up and Canadian business etiquette. The program partners “mentees” with volunteer business professionals “mentors” who work with their mentee to offer guidance, support, and expansion of network opportunities. The program follows the principles of a traditional mentor/mentee relationship. • The Fredericton Chamber of Commerce offers mentees and their mentors access to Chamber events which include, training and networking opportunities. 	
Web Links:	

Title of M&D Policy or Practice: Ontario Centres of Excellence (OCE)	
Country: Canada	Partner(s): Funded by the Government of Ontario
Thematic Area(s):	Tags:
<p>Summary:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ontario Centres of Excellence (OCE) work with startups to commercialize research originating in universities, colleges and academic hospitals and support campus-linked business accelerators and on-campus entrepreneurial activities. 	
Web Links:	
Title of M&D Policy or Practice: Ontario Network of Entrepreneurs (ONE)	

Country: Canada	Partner(s): Funded by the Government of Ontario
Thematic Area(s):	Tags:
Summary: <ul style="list-style-type: none"> Funded by Ontario's joint Ministry of Economic Development, Trade and Employment / Ministry of Research and Innovation, ONE is a regional network of 90 centres across Ontario that provide in-person and online advice, referrals, programs, funds, resource materials, training and connections for people who want to start and grow successful businesses. 	
Web Links:	

Title of M&D Policy or Practice: The PEI Connectors Program (funded by the Government of Canada's Settlement Program)	
Country: Canada (Charlottetown, Prince Edward Island)	Partner(s): Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce
Thematic Area(s): Programming for Entrepreneurs	Tags: Entrepreneurs
Summary: <ul style="list-style-type: none"> Launched to address a specific and pressing need to enhance retention of newcomers, this program provides newcomers with information, advice, and contacts with the local business community. Specifically, this initiative focuses on the provision of information and effective connections to the business community that will lead to the establishment of new businesses and the successful settlement of client newcomer entrepreneurs and their families. 	
Web Links: http://peiconnectors.ca/	

Title of M&D Policy or Practice: Entrepreneurship Connections (funded by the Government of Canada's Settlement Program)	
Country: Canada (Toronto, Ontario)	Partner(s): A.C.C.E.S - Community Counselling and Employment Services
Thematic Area(s): Programming for Entrepreneurs	Tags: Entrepreneurs
Summary: <ul style="list-style-type: none"> This program provides newcomers with training, mentoring and supports required to become self-employed by providing them with the necessary knowledge and skills needed to participate in the local labour market as entrepreneurs. Specifically the program helps newcomers: develop a business plan, learn about the legal aspects of starting a business in Canada, receive techniques to present a business to different target groups, learn about financing options, hear about government resources for small business, strengthen their understanding of human resources; cover topics such as marketing your business, market research, cash flow, sales, taxation and social media, and work with established entrepreneurs as mentors. 	
Web Links: http://www.accesemployment.ca/index.php/component/content/article/42-sector-specific-bridging-programs/249-entrepreneurship-connections-?search=1&start=&limit=&searchphrase=exact&searchword=entrepreneurship	

Title of M&D Policy or Practice: The Entrepreneurship Program (funded by the Government of Canada's Settlement Program)	
Country: Canada (Winnipeg, Manitoba)	Partner(s): Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM)
Thematic Area(s): Programming for Entrepreneurs	Tags: Entrepreneurs
Summary: <ul style="list-style-type: none"> This Program supports the endeavours of entrepreneurs from international French-speaking countries who wish to immigrate to Manitoba's bilingual municipalities. This initiative includes evaluation of entrepreneurship profile, business plan development, market studies, marketing plan, business management support, advice and support for business accounting and help with expansion projects 	
Web Links: http://www.cdem.com/en	

Title of M&D Policy or Practice: Canadian Orientation Abroad (COA)	
Country: Canada and partner countries of origin	Partner(s): International Organization for Migration (IOM); Colleges and Institutes Canada (CICan); Canadian Immigrant Integration Program (CIIP)
Thematic Area(s): integration	Tags: migrant entrepreneurship Diaspora, enterprise
<p>Summary: Provide future newcomers to Canada with pre-arrival support services to obtain employment, support entrepreneurs and self-employment. Through its services and the numerous partnerships it promotes, IOM supports a number of positive changes that contributes to helping newcomer's access economic opportunity and financial sustainability. That includes: marketing existing services; providing one-on-one support; tailoring support to specific city and/or area and; facilitating networking and access to financial support.</p> <p>In promoting access to information and connections to other stakeholders, projects such as COA also contribute to alleviate some of the barriers hampering newcomer's ability to engage in entrepreneurial activities, including: language difficulties; changes in business culture, regulation and rules; gaps in connections and networks and; access to financial resources.</p> <p>Providing information, needs assessments and referrals to partner organizations prior to departure is of critical importance to allow future newcomers to make informed decisions; adjust their strategies and; know where they can seek support upon arrival.</p>	
<p>Web Links: https://www.iom.int/about-coa</p>	

Title of M&D Policy or Practice: FORIM- Forum des organisations internationales de solidarité issues des migrations	
Country: France	Partner(s): migrant associations in France- members of the platform. Support from French Development Agency
Thematic Area(s): Civil society and the private sector, Diasporas	Tags: Capacity Building, civil society, diaspora empowerment and engagement
<p>Summary: Following requests from migrant associations in France to be considered as development actors, the French government has provided support for empowerment and capacity building of diaspora organizations.</p> <p>This has led to the creation in 2002 of a national platform of more than 700 migrant association that undertake development activities in Sub-Saharan Africa, Maghreb, South east Asia, the Caribbean and the Indian ocean.</p> <p>The FORIM is now widely recognized as an important actor in the migration and development field, including at EU and international level.</p> <p>The following activities are being undertaken, with a specific focus to increase accountability and monitoring, increase visibility and support greater structuration of the platform.</p> <p>Capacity building to reinforce the FORIM structure</p> <p>Through the PRA-OSIM mechanism: build capacities and provide support for professionalization of migrant associations; provide co-funding for development projects</p> <p>Foster exchanges and dialogues in France and at European and international level with other diaspora organizations and initiatives</p> <p>An evaluation of the PRA OSIM has been undertaken in 2013 and has highlighted great achievements in building capacities of migrants associations and co-funding local development projects. Fostering linkages with other development actors (including for co-funding purposes), increase exchange of experiences and capitalization, as well as harmonization of practices regarding support provided to migrant associations are among proposed recommendations.</p>	
<p>Web Links: The evaluation can be accessed there: http://www.forim.net/sites/default/files/Rapport_Final_Evaluation_PRA%20OSIM.pdf FORIM website: http://www.forim.net/</p>	

Title of M&D Policy or Practice: Supporting diaspora productive investment” programmes in Senegal and Cameroun	
Country: France Re: Sénégal, Cameroun	Partner(s): French Development Agency, government of Senegal, government of Cameroun
Thematic Area(s): Policy coherence and mainstreaming, Diasporas, Remittances	Tags: Capacity Building, Diaspora investment and entrepreneurship, Migration trade and investment, Private sector and public-private partnerships
<p>Summary:</p> <p>The program intends to foster linkages between migration issues and private sector development, with a specific focus on financial services. Until now, many activities to foster diaspora investment in CoO have focused on capacity building of relevant state institutions and non financial services for migrant entrepreneurs. A major component of this programme is dedicated support the development of financial services that take into account the needs and specificities of diaspora members (remittances transfer, access to loans, savings products).</p> <p>The general objective is to support productive investments (collective and individual) of the diaspora in country of origin with i) a dedicated support mechanism for entrepreneurs in France and country of origin ii) activities with public institutions and private sector institutions to improve the investment climate in countries of origin</p> <p>Target population : not only migrants but diaspora members. In order to maximize the impacts on job creation, expected scale is SMEs with initial investment around 30 k€ with owner’s equity around 10k€ at least</p> <p>Activities:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Support national authorities to design and implement a strategy to attract productive investment from diaspora 2. Develop a specific business development support mechanism with targeted packages depending on the project status. Activities in France are centered on information, advice and selection of most relevant projects and in countries of origin on technical expertise and follow-up after business creation. 3. Promote access to existing financial services (banks, MFIs) and tries to develop innovative mechanisms and strategies that would target diaspora members, including for savings mobilization through investment funds. 	
Web Links:	

Title of M&D Policy or Practice: “Supporting diaspora productive investment” programmes in Mali	
Country: France Re: Mali	Partner(s): French Development Agency, government of Senegal, government of Cameroun
Thematic Area(s): Policy coherence and mainstreaming, Diasporas, Remittances	Tags: Capacity Building, Diaspora investment and entrepreneurship, Migration trade and investment, Private sector and public-private partnerships
<p>Summary: The general objective is to support local development projects and productive investments (collective and individual) of the Malian diaspora in Mali with i) a dedicated support mechanism for entrepreneurs in France and country of origin ii) activities with public institutions and private sector institutions to improve the investment climate in countries of origin</p> <p>Activities:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Financial facility to support diaspora projects aimed at supporting decentralisation and local development 2. Support national authorities to design and implement a strategy to attract productive investment from diaspora 3. Develop a specific business development support mechanism with targeted packages depending on the project status. Activities in France are centered on information, advice and selection of most relevant projects and in countries of origin on technical expertise and follow-up after business creation. 4. Promote access to existing financial services (banks, MFIs) and tries to develop innovative mechanisms and strategies that would target diaspora members, including for savings mobilization through investment funds. 	
Web Links:	

Title of M&D Policy or Practice: Developing a Diaspora Engagement Policy to Integrate the Diaspora into Ghana's National Development Agenda.	
Country: Ghana	Partner(s): Local – Centre for Migration Studies, University of Ghana, MoneyGram International, Fidelity Bank, Ghanalinks Magazine. International – ECOWAS-SPAIN Fund on Migration and Development, International Organization on Migration(IOM), German Federal Enterpris
Thematic Area(s): Migration and development; diaspora engagement; knowledge and skills transfer.	Tags: Migration and development; diaspora; platform; entrepreneurship; knowledge and skills transfer; exchange; access to information

Summary:

The role of the Ghanaian Diaspora in national development has, in

recent years, won unprecedented recognition from the government at the highest levels. The Government values the ideas, skills and contributions of Ghanaians abroad, just as those living in Ghana, much more than any other natural resource and therefore, considers the entire Ghanaian populace as its basic first priority. Government has therefore, taken steps to leverage Diaspora knowledge, experience, skills and financial resources to complement those at home for accelerated national development.

This proposed 12-month project aims to contribute to Ghana's socio-economic development through the provision of key support to the Government's efforts to integrate the contributions of the diaspora into its development agenda. The primary specific objective of this project is to devise a comprehensive diaspora engagement policy for Ghana. This would be achieved under the management of the Diaspora Affairs Bureau of the Ministry of Foreign Affairs and Regional Integration of Ghana.

Other activities envisaged under the ECOWAS-Spain fund include: Diaspora mapping, building of a reliable and comprehensive database of Ghanaians in the diaspora, knowledge and skills transfer for national development from the Ghanaian Diaspora and elaboration of a Ghana Diaspora Investment strategy.

The expected results of the proposed project will be broken down into two broad categories:

1. Comprehensive and coherent diaspora engagement policy developed and subsequently validated for Ghana that would serve as a guide for mainstreaming diaspora-related issues into the government's overall development agenda at all levels.

a. Cooperation between government institutions and social partners enhanced through stakeholders meetings on policy development and implementation,

b. Policy formulated, revised, and validated by all major stakeholders involved in the policy development process at the national level (government, civil society, and the private sector),

c. Policy implementation roadmap developed and validated by key stakeholders.

2. Capacity of the Diaspora Affairs Bureau and the Stakeholder Committee strengthened to coordinate and manage diaspora-related issues in Ghana:

a. Targeted training workshop for the DAB and Stakeholder Committee for National Diaspora Engagement on the central coordination and management of diaspora-related issues organised,

b. Diaspora Affairs Bureau staff have greater capacity to play a central coordination role in the national Diaspora Engagement Policy framework, resulting in the creation of more programmes on diaspora-related issues,

c. Policy development study tour to India to learn from India's experiences in developing and implementing diaspora-related policies,

d. Comprehensive evaluation report on the outcomes and lessons learned from the study tour compiled as a result of deliberations during stakeholders meetings and utilised to serve as a guide in the development and implementation of Ghana's diaspora engagement policy.

Currently, the funding for the policy has been released and the Ministry is at the final stage of concluding the contract for the commencement of the project

Web Links:

www.ghanaiandiaspora.com

Title of M&D Policy or Practice: Strengthening African and Middle Eastern Diaspora Policy through South-South Exchange (AMEDIP)	
Country: ICMPD Re: various countries	Partner(s): IOM
Thematic Area(s): Migration and Development; South-South cooperation; Private Sector Development	Tags: Migration and Development; Capacity Development; Migration Policy Dialogue; South-South cooperation; Private Sector Development; Knowledge exchange
<p>Summary: The project was implemented within the framework of the Dialogue on Mediterranean Transit Migration (MTM) by ICMPD and IOM between July 2011 and September 2014. The overall objective of the project was to enhance the institutional capacities of national authorities charged with migration and development to better harness the contributions of their diaspora communities. Reflecting the overall objective, pilot projects and South-South technical cooperation were implemented to support the creation and/or further development of comprehensive diaspora policies, including on the institutional support for diasporas towards private sector development. As follows two examples:</p> <p>1. Study visit of Cape Verde to Senegal: Institutional support for the diaspora promotes private sector development (August 2013)</p> <p>The Cape Verdean Ministry of Communities will use the information on the Senegalese experience to develop an investment support scheme for the diaspora. Cape Verde aims in particular to strengthen the links between the diaspora and financial institutions and to provide better access to information on investment opportunities.</p> <p>2. Study visit of Mali to Senegal: Diaspora entrepreneurship drives innovation (September 2013)</p> <p>The Malian delegation learnt about the administrative and financial structures that support diaspora associations investing in Senegal, transferring their skills and know-how and implementing local development projects. In addition, also concrete examples on how the diaspora investment promoted private sector development were shared.</p>	
<p>Web Links: http://www.icmpd.org/AMEDIP.1821.0.html</p>	

Title of M&D Policy or Practice: Diaspora Investment in Agriculture	
Country: International Fund for Agricultural Development (IFAD)	Partner(s):
Thematic Area(s): Diaspora investment	Tags:

Summary:

IFAD's Financing Facility for Remittances (FFR) is one of the few entities dealing directly with migrant and remittance-specific issues since its start-up in 2006. The FFR is a US\$38 million multi-donor fund which promotes economic opportunities for the rural poor through the support and development of innovative, cost-effective, and easily accessible international and/or domestic remittance services. The core purpose of the FFR is to maximize the impact of remittances on development. Through the promotion of innovative investment, transfer and financially inclusive mechanisms, projects under the FFR have successfully addressed the main gaps affecting the link between remittances and development. As a result, poor rural households have been enabled to advance on the road to financial independence. IFAD's strategy consists of promoting mechanisms that support investment in agriculture as a means to increase production, access to markets and food security. Three main tools are used to that effect, first, create an agricultural market knowledge based mechanism that both forms and informs supply (diasporas) and demand (local producers) of investment opportunities, risks and impacts. Second, stimulate diaspora investments in agricultural cooperatives or associations that can receive funds in capital and technical assistance to expand, modernize and increase production and market access. Third, leverage existing migrant foreign savings abroad or savings from remittance recipients, in order to put in place an agricultural investment fund that further support local markets, particularly in places where food security is at stake.

Investment in agriculture is an attractive market for remittance recipients, individual migrants, as well as to diaspora organizations because they ensure food security and protection for their families in the countries of origin, or enhance the of agricultural markets either in domestic or foreign trade because they increase revenues.

The extent of investment in this market depends on the number of immigrants and associations interested in investing in these segments.

Building the individual capacities on both sides of the border is essential to encouraging investment from abroad and the development of successful enterprises in local communities. Finally, transnational relationships need to be fostered between migrants in their countries of residence and of origin, creating inclusive decision-making structures necessary for sustainable businesses that span across borders. Such activities however have limited chance of engaging and benefiting the rural poor without the collaboration of local communities and development partners active on the ground.

IFAD's strategy is grounded primarily on the creation of partnerships between local communities with skills, expertise and knowledge to run agri-businesses in their home countries, and the diaspora in the hosting countries, owning capital and willing to invest back home. The approach draws on IFAD experience in supporting community-driven development in Somalia, the Philippines, Nepal and Sri Lanka, among others.

In order to minimize the investment risk of migrants' resources and to maximize the potential developmental benefits of the interventions that will be funded, it is the explicit intent of the DIA initiative to leverage diaspora funds through co-funding of market-oriented sustainable initiatives. To that effect, with a focus on the countries where IFAD aims to operate, IFAD counts on local partners in place with whom to establish investment in the agricultural markets.

1. Diaspora Investment in Agriculture (DIA) Initiative In 2011 IFAD and the US Department of State jointly launched the Diaspora Investment in Agriculture (DIA) Initiative, designed to facilitate agricultural investment in post-conflict countries and fragile states, with the goal of creating local jobs and fostering stability through sustainable investment, further seeking to support migrant workers willing to invest in their home communities in some of the most challenging countries in the world.

In this context, in 2012, IFAD, jointly with the Federal Government of Somalia and the United States Department of State's International Diaspora Engagement Alliance (IdEA), financed a US\$1.5 million programme, on enhancing Food Security in the Horn of Africa through Diaspora Investment in Agriculture Programme, with the aim at financing innovative diaspora projects in Somalia and Djibouti. Link: www.ifad.org/remittances/pub/dia.pdf

2. Nepal: “Rural Enterprises and Remittances” programme

IFAD is currently implementing a 70 million programme in Nepal together with the Ministry of Industry and in partnership with the Federation of Nepalese Chambers of Commerce and Industry (FNCCI) aiming at providing sustainable sources of income to poor households, migrant families and returnees in the eastern and central regions of Nepal by supporting the creation and expansion of family, micro, small and medium rural enterprises, in the farming and off-farming sectors. The project will target around 60,000 enterprises and 30,000 unemployed youth, and will provide financial education in-country and abroad to improve the savings and investment capacity of over 100,000 people.

3. Asia: Regional programme on “Diaspora Investment in Agriculture and Services and Private Sector Opportunities in Rural Asia (D.I.A.S.P.O.R.A.)” in Pakistan, Philippines, Nepal and Sri Lanka

The project will provide migrant families in communities of origin with appropriate financial products and services and it will assist apex institutions in pooling migrants’ capital and channel it through local financial institutions already serving migrants’ families. The programme focuses on two countries – Pakistan and the Philippines – which have high remittance flows and conducive microfinance environments but also have low financial inclusion ratios (particularly rural). Successful results will be replicated in Nepal and Sri Lanka.

The programme brings forward two innovations: (i) models developed will be a global public good, as they can be replicated in other countries; and (ii) inclusion of an apex institution acting as an agent of the local financial institutions, and on their behalf, provides migrants and their families access to asset-building financial products in their country of origin, and coordinates financial education and product promotion campaigns abroad. In particular, the programme promotes replication within IFAD-funded operations in Nepal and Sri Lanka by creating a community of practice and integrating emerging models and lessons learned into project portfolios.

This programme will develop inclusive, innovative and more accessible financial services, such as savings, investment and working capital loans, insurance and remittances. It will also pioneer new linkages with non-traditional sources of finance for rural development and poverty reduction, to which Asian migrants extensively contribute.

The primary target groups are 20,000 migrant families and their rural communities in Pakistan and the Philippines, and respective diaspora. A strong participation by women and youth will be ensured. The secondary target groups are the financial service providers engaged in the remittance marketplace. The target groups in Nepal and Sri Lanka are migrant family stakeholders, who will benefit from the knowledge-sharing component and learn about programme outcomes and potential for replication.

4. Philippines: "Scaling up Initiatives in Mobilizing Migrant Resources towards Agriculture Development in the Philippines"

The project involves a large consortium of partners: NGOs, national government ministries and agencies, local government agencies, rural financial institutions and cooperatives; MFIs and rural banks. The project scales-up a previous intervention implemented by the Filipino NGO Atikha, which developed models that viably link remittances with productive investment in agriculture and rural development. Implemented between March 2010 and April 2012, Atikha’s project successfully linked diaspora investments with agricultural activities while increasing rural family savings through financial literacy training (for migrants and their families in their hometowns), and leveraged remittances to improve access to financial services.

Through information and partnership developed by this project and other advocacy work, national governments have developed migrant/remittance-specific policies, and is funding programmes and services that foster rural economic development through the productive use of migrant capital. The scaling-up proposal developed in this project selected key remittance corridors (countries of migration and regions of origin of migrants) as well as specific regions of origin of migrants were the previous pilot project is now replicated and scaled-up.

5. Senegal: Investment opportunities in rural areas for Senegalese migrants

IFAD is currently involved in a process of identification of investment opportunities in rural areas for Senegalese migrants with a broad range of actors in Senegal and abroad, among which the governments of Senegal and France (ministry of Foreign Affairs and French Development Agency), investment and equity funds, Senegalese MFIs, diaspora organizations and migrant entrepreneurs. Main topics of discussions are i) the institutional framework and potential for investments, ii) models of interventions, and iii) financial intermediaries for potential resource mobilization.

The objective is to facilitate financial intermediation for micro and small enterprises and enhance opportunities of intervention for rural investments for migrants. IFAD already organized two roundtables, respectively in Dakar (March 2014) and Paris (December 2014) which saw the participation of more than 100 representatives in total and produced a series of background documents such as an updated country profile and is currently undertaking a mapping exercise of the migration region and rural SMEs supported by diaspora in Senegal.

Link: www.ifad.org/events/remittances/2014/atelier/index.htm

Web Links:

Financing Facility for Remittances: www.ifad.org/remittances

Horn of Africa: www.ifad.org/remittances/pub/dia.pdf

Senegal: www.ifad.org/events/remittances/2014/atelier/index.htm

Title of M&D Policy or Practice: Diaspora Engagement in Economic Development (DEED)	
Country: Kosovo	Partner(s): UNDP, IOM, Kosovo Bankers Association, Private Companies in Kosovo, Economic Associations in Kosovo, Kosovo Diaspora Associations
Thematic Area(s): Diasporas, Strategies for minimizing costs/maximizing human development, Civil Society and the Private Sector	Tags:
<p>Summary: The DEED project aims to increase opportunities for Kosovars living abroad to participate in the economic development of Kosovo by facilitating job and enterprise creation through investment and channelling of remittances away from pure consumption, in particular by:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) increasing literacy for financial services of remittance-receiving households and increase access to finance in a gender-sensitive manner; ii) identifying and introducing models and mechanisms that facilitate migrants' investments and savings in Kosovo; iii) offering technical support for Kosovo authorities in order to draft, finalize and implement the Nations Strategy for Diaspora 2013-2018; iv) support improving of business environment in Kosovo to facilitate development impact of migration and remittances; v) supporting the Kosovo authorities to produce and managed information related to migration and remittances. 	
<p>Web Links: http://deed-ks.org</p>	

Title of M&D Policy or Practice: Diaspora Engagement in Economic Development (DEED II)	
Country: Kosovo (UNSC resolution administered)	Partner(s): International Organization for Migration (IOM); United Nations Development Programme (UNDP), Kosovo authorities, Kosovan diaspora business networks
Thematic Area(s): diaspora entrepreneurship, local development	Tags: diaspora entrepreneurship Diaspora networks, enterprise, development
Summary: Diaspora business networks and Kosovar authorities will work together to increase the positive impact of migration on the socio-economic environment of Kosovo, targeting potential investors among the Kosovo diaspora. Proposed activities include trainings and workshops for officials at the central and local level, assessments of models for facilitating investment, outreach activities to businesses and investors in diaspora. The project will be implemented in a 2 year timeframe jointly by UNDP and IOM.	
Web Links: http://www.kosovo.iom.int/sites/default/files/DEED%20Brochure%20Final.pdf	

Title of M&D Policy or Practice: Partenariat public- privé pour soutenir les migrants /Entrepreneuriat et création d'emplois par la diaspora avec un accent sur les petites et Moyennes Entreprises	
Country: Madagascar	Partner(s): ONG et /ou Associations, bailleurs traditionnels, Ambatovy, QMM, Partenaires Techniques et Financiers
Thematic Area(s): Santé	Tags: Partenariat Public- Privé Politique Nationale de la Santé Politique nationale de la Contractualisation
<p>Summary: Le Ministère de la Santé a pour mission de réduire toutes formes d'exclusion sanitaire. Dans ce cadre, la promotion du Partenariat avec tous les intervenants de terrain et bailleurs a été favorisée.</p> <p>La recherche d'un Partenariat Public-Privé adéquat se traduit par la réussite du recours contractuel avec garantie d'un financement continu des activités, maintenance des investissements (infrastructures, matériels et équipements), disponibilité des ressources humaines qualifiées et planification consensuelle des actions à mener.</p> <p>De ce fait, il a été décidé de redéfinir les bases stratégiques de Partenariat qui serviront de cadre de référence dans l'orientation et la conduite des relations partenariales, au niveau du système de santé particulièrement, en matière de Partenariat Public-Privé. Ainsi toutes interventions en matière de Santé se fait dans le respect de la Politique Nationale de Contractualisation et la Politique Nationale de la Santé.</p> <p>Comme la migration comprend la migration interne et la migration internationale, l'intégration de la migration dans le domaine de la santé est axée surtout dans l'amélioration de l'accès aux soins de la population. Le Ministère de la santé collabore étroitement avec les étrangers dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - médecine du travail : Ambatovy, QMM : dotation en matériels et équipements médicaux, prestations de services (Consultation médicale et chirurgicale, dépistage), Santé communautaire, formation en matière de santé (Eau, Hygiène et Assainissement, Gestion de déchets) - mission humanitaire : <p>mission médicale chinoise avec protocole d'accord entre le Gouvernement Chinois et le Gouvernement Malagasy : cas zone d'intervention : Mahitsy, Vatomandry, Ambovombe, Sambava.</p> <p>Construction de l'Hôpital</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Mercyships : mémorandum d'accord entre le Gouvernement américain et le Ministère de la santé fournitures de soins chirurgicaux : plastique, dentaires, ophtalmologique, orthopédique, gynécologique, fistule obstétricale, <input type="checkbox"/> ONG et Association : Consultation médicale et chirurgicale, construction des infrastructures sanitaire, gestion déléguée, <p>Toutefois, le respect des droits de a population vulnérable est prioritaire telle que les mères ; les enfants, les personnes âgées, et les travailleurs migrants. Aussi, des efforts ont été déployés dans la lutte contre le tourisme sexuel, la pédophilie et la prostitution le travail indécent,etc...</p>	
Web Links:	

Title of M&D Policy or Practice: Diaspora Business Forum (1st edition / 2014)	
Country: Moldova	Partner(s): Government of the Republic of Moldova Diaspora Relations Bureau / State Chancellery German Agency for International Cooperation (GIZ)
Thematic Area(s): Migration and development Business promotion	Tags:
<p>Summary: On the 6th – 7th October 2014, the Diaspora Relations Bureau in partnership with the German Agency for International Cooperation (GIZ) organized the 1st edition of the Diaspora Business Forum, under the aegis of the Prime Minister of the Republic of Moldova.</p> <p>The general objectives were to improve the business-enabling environment at the national level by organizing an event and follow-up platform for effective dialogue between the diaspora business community and Government, as well as facilitating information-sharing with potential investors.</p> <p>The more than 100 participants from the diaspora (high-level businessmen and managers of international companies originating from the Republic of Moldova) were encouraged by the Government representatives to develop business partnerships with their home country and between diaspora investors, entrepreneurs, managers and national stakeholders, this way achieving the specific objectives put forward by the organizers:</p> <ul style="list-style-type: none"> - provide a strong framework for aligning the experience and expertise of the participants with key government strategies in areas such as building competitive advantage, driving entrepreneurship and start-up companies, assisting Moldovan business to grow, as well as developing and deepening the impact of foreign direct investment; - engage diaspora business leaders as agents of development; - stimulate and promote Diaspora Direct Investments; and - provide feedback on various Government policies and draft laws involving the private sector. <p>Based on the success of the first edition and the strategy of the Diaspora Relations Bureau of promoting a stronger connection of the Republic of Moldova with the business diaspora, the Forum will continue with a second edition in 2016 (tbc).</p>	
<p>Web Links: http://www.brd.gov.md/sites/default/files/dbf_concept_note.pdf</p>	

Title of M&D Policy or Practice: Programme d'accompagnement de la création d'entreprises par des Marocains résidant en France	
Country: Morocco	Partner(s): French Development Agency, government of Morocco
Thematic Area(s): Policy coherence and mainstreaming, Diasporas, Remittances	Tags: Capacity Building, Diaspora investment and entrepreneurship, Migration trade and investment, Private sector and public-private partnerships
<p>Summary: The general objective is to support productive investments of Moroccans investors living in France with i) a dedicated support mechanism for Moroccans entrepreneurs based in France and in Morocco ii) activities with public institutions to improve the investment environment for Moroccans residing abroad</p> <p>Activities:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Strengthen capacities of a dedicated unit for the coordination of economic initiatives of Moroccans residing abroad within the MCMREAM. 2. Develop a network in France and Morocco to inform the Moroccans residing abroad on possibilities to invest in Morocco select and provide support services to a number of investors. In Morocco another operator follows up and supports them for financing and implementing their investment project. 	
Web Links:	

Title of M&D Policy or Practice: Cash and Compassion – The Role of the Somali Diaspora in Relief, Development and Peace Building	
Country: Somalia	Partner(s): UNDP, Adamas University Somaliland, Puntland State University, and SIMAD, Interpeace Center for Research and Dialogue
Thematic Area(s): Diasporas, Strategies for minimizing costs/maximizing human development, Civil Society and the Private Sector	Tags: Capacity Building, Diaspora Empowerment and Engagement, Livelihood and Job Creation, Migration and Entrepreneurship, Remittances
<p>Summary: Based on original research conducted in Somaliland, Puntland and South/Central Somalia, as well as in multiple cities (mainly Dubai, London, Minneapolis, Nairobi, Oslo, Toronto) with a high concentration of Somali diaspora members, this report examines the motivations of diaspora support, the factors that influence it, the means and mechanisms by which it is mobilized and transferred to Somalia and the ways in which local Somali actors put the support they receive to use.</p> <p>The report: i) analyses the extent of diaspora contributions to relief and development, the types of contributions, and their impact on social protection and development in different sectors; ii) identifies the factors that influence the ability of diaspora to provide effective support, both in countries of residence as well as the areas of origin; iii) collects information about the mechanism for providing support to individuals, organisations and communities in Somalia and the factors that influence the effectiveness of these mechanisms; iv) identifies the factors that influence the impact of support provided by the diaspora, including issues related to security, the governance environment, the regulatory environment, and other environmental and economic factors, and v) recommends mechanisms by which the UN can facilitate the diaspora’s efforts to promote recovery and development in Somalia/Somaliland, and where appropriate explore opportunities for effective partnership.</p>	
<p>Web Links: http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Full_Report_3568.pdf</p>	

Title of M&D Policy or Practice: SECO Start-up Fund	
Country: Switzerland	Partner(s): Finance Contact
Thematic Area(s): Access to finance, Start-up, investment in developing and emerging countries	Tags: investment; diaspora; access to finance; start-up financing, risk capital
<p>Summary: The SECO Start-up Fund (hereafter, the Fund) is a risk capital vehicle launched in 1997. The Fund is fully owned by the Swiss State Secretariat for Economic Affairs SECO and is an instrument of SECO's Economic Cooperation and Development Division. The Fund is managed by FinanceContact Ltd., a Zürich-based private management company.</p> <p>The Fund's mission is to promote long-term, sustainable and broad-based growth in developing and emerging countries. To achieve these goals, the Fund supports private sector growth through the provision of capital. More specifically, the Fund provides unsecured debt financing to Swiss residents (individuals or companies) who plan to create and invest into a business venture in one of the partner countries of Switzerland's development cooperation.</p> <p>Successful entrepreneurial activity creates quality employment opportunities and promotes knowledge transfer. This enables developing and emerging countries to overcome poverty on a sustainable basis by drawing on their own resources and merits. In addition, as a responsible investor, the Fund encourages fair working conditions, environmentally friendly production standards and integrity in business practices.</p> <p>Although not initially envisaged, the Fund became an important conduit for diaspora investments and is increasingly being used by diaspora entrepreneurs. After many years of implementation, it was observed that a majority of successful investors using the Fund were highly skilled migrants from the first or second generation who managed to maintain their relation with their country of origin while fully understanding the market and quality requirements of Swiss/European customers as well as accessing respective business networks. This was especially true for entrepreneurs from the Balkans. Thanks to their comparative advantage in their country of origin, many of the start-ups were successful and created thousands of jobs (estimation in 2015: 12'000)*. Finance Contact, the managers of the fund, are now increasingly present during diaspora and related events.</p> <p>Notes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) The idea is not to make migrants return to their countries. Some choose to return while others manage their business from Switzerland and/or commute. 2) This instrument is not aimed at micro-enterprises, but at small and medium enterprises (SME) 3) It is not a grant, but a credit facility, i.e. all loans are repayable loans (incl. a modest rate of interest) 	
<p>Web Links: http://www.secostartupfund.ch/de/</p>	

<p>Title of M&D Policy or Practice: CTRS – Communauté Tunisienne Résidente en Suisse pour le développement (Community of Tunisian Residents in Switzerland for development)</p>	
<p>Country: Switzerland and Tunisia</p>	<p>Partner(s): Ministère des Affaires Sociales/Office des Tunisiens à l’Etranger, Ministère des Affaires Etrangères, Ministère de la Formation Professionnelle et de l’Emploi, Ministère du Développement, de l’Investissement et de la Coopération Internationale, Le Ministè</p>
<p>Thematic Area(s): Migration and development; diaspora engagement and entrepreneurship; institutional capacity-building; know-how transfer;</p>	<p>Tags: diaspora; migration and development; entrepreneurship; ; start-up support; know-how transfer; capacity-building; internships for young professionals</p>
<p>Summary: The CTRS project is an initiative of the Swiss development cooperation in Tunisia. The project interventions focus on cooperation with the Tunisian Government in line with its efforts in strengthening Tunisia’s links with its diaspora and to promoting the diaspora’s engagement in Tunisia’s national and local development.</p> <p>The project aims at acknowledging the competences and skills of the Tunisians living in Switzerland with view to strengthening their contribution to the socio-economic development of Tunisia in four areas:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Institutional capacities of the Tunisian Government to accompany its citizens residing abroad. 2. Development initiatives 3. Know-how transfer 4. Facilitation of an agreement between Switzerland and Tunisia for the exchange of young professionals <p>Area 2) “Development initiatives” comprises an entrepreneurship component with two initiatives: “CTRS INVEST” is a cooperation with the Tunisian-Swiss Chamber of Commerce and Industry intended as an incubator for projects of Tunisians in Switzerland. “TWENSA INVEST” is a similar cooperation with the Tunisian Ministry of Industry, Energy and Mines and the NGO Agence Internationale et le développement local en Méditerranée (ACIM) aiming at encouraging entrepreneurship and accompanying Tunisian entrepreneurs based in France and Switzerland and motivated to start up a business in their country of origin.</p>	
<p>Web Links: http://www.ctr.ch/</p>	

Title of M&D Policy or Practice: Diaspora Platform for Bosnia and Herzegovina in Switzerland	
Country: Switzerland; Bosnia and Herzegovina	Partner(s): “i-dijaspora” – an association of Bosnian Diaspora members
Thematic Area(s): Migration and development; diaspora engagement; knowledge and skills transfer	Tags: Migration and development; diaspora; platform; entrepreneurship; knowledge and skills transfer; exchange; access to information
<p>Summary: In 2014 the Swiss Agency for Development and Cooperation has started to work with a group of six individuals from the Bosnian Diaspora in Switzerland who have initiated a process to constitute an overarching diaspora platform for Bosnia and Herzegovina in Switzerland. The platform aims at connecting the fragmented Bosnian Diaspora in Switzerland with view to providing information, fostering exchange and transfer of knowledge and skills, as well as promoting initiatives of the diaspora for the development of their country of origin. The platform is intended to cover the areas of economy, education and culture.</p> <p>In the area of economy, it is foreseen that the platform provides information on laws, procedures, support mechanisms, services, institutions, etc. relevant to doing business in Bosnia and Herzegovina, and Switzerland. It may further offer its own support systems in terms of established diaspora entrepreneurs offering mentoring or financing to start-up businesses of young entrepreneurs.</p> <p>Currently, the project is in its initial phase consisting of the conceptualization and development of the Diaspora Platform for Bosnia and Herzegovina in Switzerland through a broad-based consultation process with the Bosnian Diaspora. The project will only offer concrete products and services, once the platform has been institutionally and structurally established until the end of 2016.</p>	
Web Links:	

Title of M&D Policy or Practice: Diaspora Engagement in Economic Development (DEED)	
Country: UNDP Re: Kosovo	Partner(s): UNDP, IOM, Kosovo Bankers Association, Private Companies in Kosovo, Economic Associations in Kosovo, Kosovo Diaspora Associations
Thematic Area(s): Diasporas, Strategies for minimizing costs/maximizing human development, Civil Society and the Private Sector	Tags: Capacity Building, Diaspora Empowerment and Engagement, Livelihood and Job Creation, Migration and Entrepreneurship, Remittances
<p>Summary: The DEED project aims to increase opportunities for Kosovars living abroad to participate in the economic development of Kosovo by facilitating job and enterprise creation through investment and channelling of remittances away from pure consumption, in particular by: i) increasing literacy for financial services of remittance-receiving households and increase access to finance in a gender-sensitive manner; ii) identifying and introducing models and mechanisms that facilitate migrants' investments and savings in Kosovo; iii) offering technical support for Kosovo authorities in order to draft, finalize and implement the Nations Strategy for Diaspora 2013-2018;</p> <p>iv) support improving of business environment in Kosovo to facilitate development impact of migration and remittances; v) supporting the Kosovo authorities to produce and managed information related to migration and remittances.</p>	
<p>Web Links: http://deed-ks.org</p>	

Title of M&D Policy or Practice: Cash and Compassion – The Role of the Somali Diaspora in Relief, Development and Peace Building	
Country: UNDP Re: Somalia	Partner(s): UNDP, Adamas University Somaliland, Puntland State University, and SIMAD, Interpeace Center for Research and Dialogue
Thematic Area(s): Diasporas, Strategies for minimizing costs/maximizing human development, Civil Society and the Private Sector	Tags: Capacity Building, Diaspora Empowerment and Engagement, Livelihood and Job Creation, Migration and Entrepreneurship, Remittances
Summary: Based on original research conducted in Somaliland, Puntland and South/Central Somalia, as well as in multiple cities (mainly Dubai, London, Minneapolis, Nairobi, Oslo, Toronto) with a high concentration of Somali diaspora members, this report examines the motivations of diaspora support, the factors that influence it, the means and mechanisms by which it is mobilized and transferred to Somalia and the ways in which local Somali actors put the support they receive to use. The report: i) analyses the extent of diaspora contributions to relief and development, the types of contributions, and their impact on social protection and development in different sectors; ii) identifies the factors that influence the ability of diaspora to provide effective support, both in countries of residence as well as the areas of origin; iii) collects information about the mechanism for providing support to individuals, organisations and communities in Somalia and the factors that influence the effectiveness of these mechanisms; iv) identifies the factors that influence the impact of support provided by the diaspora, including issues related to security, the governance environment, the regulatory environment, and other environmental and economic factors, and v) recommends mechanisms by which the UN can facilitate the diaspora's efforts to promote recovery and development in Somalia/Somaliland, and where appropriate explore opportunities for effective partnership.	
Web Links: http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Full_Report_3568.pdf	